

## **Ensemble** pour plus de solidarité, de justice sociale, de démocratie

*Les meurtrissures suite aux attentats vont mettre du temps à cicatriser et nous devons être à la hauteur de la dignité, de la solidarité, dont ont fait preuve l'entourage des victimes, nos collègues de travail touché-es, et à la hauteur du courage de toutes les personnes, fonctionnaires, agents des services publics, membres de la sécurité civile qui sont au service de la collectivité.*

*C'est notamment en défendant encore plus de solidarité, plus de liberté, plus de démocratie et plus de justice sociale que nous pourrions surmonter ensemble cette période difficile.*

*Les débats sur l'enchevêtrement des causes et les multiples responsabilités au plan national comme international sont légitimes et nécessaires pour comprendre comment on en est arrivé là et pour continuer à se battre pour un autre monde possible : ce qui veut dire agir résolument et durablement pour un monde ouvert, juste et un monde en paix.*

*Que le gouvernement agisse face à la réalité des menaces qui pèsent encore, c'est son rôle. En revanche, la manière d'agir, les mesures prises et plus largement la politique gouvernementale sur le terrain social comme sur celui des libertés ne peut pas être soumise à un état d'urgence qui interdirait toute critique et toute manifestation.*

### **Défendre les libertés c'est défendre la démocratie**

Personne ne conteste la nécessité de mesures de sécurité face aux attaques terroristes mais la nature, la finalité et la durée de celles-ci, notamment s'agissant de l'état d'urgence, et les interdictions d'occupation de l'espace public à géométrie variable et à discrétion des préfetures, ne doivent pas échapper au contrôle démocratique des citoyen-nes tant du point de vue de leur légitimité que de leur efficacité.

Les salarié-es comme les organisations syndicales ont fait preuve d'une grande responsabilité et solidarité, en suspendant les manifestations et actions prévues les jours suivant les tueries du 13 novembre, comme à Air France, l'AP-HP, les finances publiques... On est en droit d'attendre la même responsabilité des directions pour respecter le droit de retrait des salarié-es quand ils/elles le jugent nécessaire.

Aujourd'hui, aucune justification du gouvernement ne tient pour interdire les manifestations et actions du mouvement social, comme celles sur l'urgence climatique (COP21), le soutien aux migrant-es, ou pour les droits des femmes, alors que dans le même temps les matchs de foot ou les marchés de Noël, sont autorisés. Nous sommes en droit de penser que ces interdictions ne sont pas prononcées uniquement pour des raisons de sécurité.

Les salarié-es, les retraité-es, les chômeurs-euses, les jeunes, sont fondé-es à se défendre contre les mesures anti sociales du gouvernement et du patronat qui sont toujours présentes et les organisations syndicales et as-



sociations sont légitimes à organiser des manifestations dans les rues pour permettre à chacun-e d'y exprimer ses revendications.

Faire vivre par nos actions la lutte pour une société plus solidaire et plus égalitaire est plus que jamais essentiel. Etre fermes sur les libertés publiques et les libertés syndicales, c'est défendre la démocratie pour toutes et tous.

*La journée d'action nationale contre les violences sociales, à l'appel de la CGT le 2 décembre, liée notamment au procès des salarié-es d'Air France à Bobigny, doit aussi nous permettre de porter ces messages.*

## **Plus de Justice sociale, de services publics, et plus d'égalité des droits**

Le président Hollande vient de déclarer la priorité au pacte de sécurité face au pacte de stabilité, soit. Nous avons combattu depuis longtemps ce dernier, imposé par les gouvernements à l'ensemble des peuples européens, détruisant les droits sociaux, les services publics, et se soumettant à la loi du capital et des marchés financiers. Ce combat là continue aujourd'hui demain et après-demain.

Dans les entreprises, les services, les administrations, les organisations syndicales ont la responsabilité de favoriser les échanges dans ce contexte difficile, pour partager les questionnements devant l'horreur et comment nous en sommes arrivés là, mais aussi pour se rassembler en défense des principes d'égalité et de justice sociale. Les luttes contre les licenciements, les suppressions de postes, pour les salaires, de meilleures conditions de travail, les services publics... ont toujours leur raison d'être.

Les hommes et femmes politiques de droite comme de gauche, et d'extrême droite, qui n'ont eu de cesse de « casser » du fonctionnaire, de prôner la logique de rentabilité des services publics et la réduction des dépenses publiques, ne manquent pas d'air lorsqu'ils/elles louent les personnels mobilisés lors des attentats !

Et le gouvernement va t'il arrêter de supprimer les 22000 postes dans la santé ? Et de qui se moque t'il quand il annonce au personnel des douanes, un renforcement des effectifs de 1000 agents alors qu'en réalité il n'y en aura que 500 sur deux ans, le reste étant des non suppressions de postes ? Et avec son Plan de financement de la sécurité sociale va t'il tenir compte de ses conséquences sociales désastreuses. ? Va t'il cesser de se plier aux volontés du MEDEF et continuer ses mesures anti sociales ? Les salarié-es du privé vont-ils devoir se battre une fois de plus contre une énième loi Macron ?

Quant aux combats contre les discriminations, pour l'égalité des droits, et le soutien aux réfugié-es, vont-ils devenir des délits de la solidarité ? Les personnes qui ont manifesté leur soutien aux réfugié-es ne doivent pas être inquiété-es, comme c'est le cas actuellement. Avec la mise en œuvre de la déchéance de nationalité le gouvernement reprend les idées de l'extrême droite et les confortent. Il faut au contraire renforcer ces combats, le lien social, le vivre ensemble c'est d'abord l'égalité de tous et toutes au delà des origines et des appartenances culturelles ou religieuses.

Continuer à porter tous ces combats, c'est aussi combattre le FN qui n'a jamais cessé son discours de haine, de mépris pour ceux et celles qui luttent pour leurs droits sociaux, et pour les droits démocratiques.

**Pour toutes ces raisons, ne rien lâcher sur les questions sociales est légitime et n'enlève rien à la solidarité partagée face aux victimes des attentats.**

*L'Union syndicale Solidaires prendra toute sa part pour redonner un sens au vivre ensemble et à l'action collective pour la justice sociale.*